

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

" Congrès de clarification" : le RPM réagit énergiquement

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

COMME il fallait s'y attendre, le "Congrès de clarification", organisé dernièrement par Michel Menga M'Essone, fait des vagues. En témoigne le point-presse tenu hier par Edgard Owono Ndong, 3e vice-président du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM). D'entrée ce dernier estime que Michel Menga M'Essone n'a pas qualité à convoquer une telle grand-messe. " (...) Le RPM tient à rappeler qu'à la suite de son entrée unilatérale, le 4 mai 2018, au gouvernement, Michel Menga M'Essone a été suspendu de ses

fonctions de secrétaire général du RHM. Conformément à l'article 132 des statuts de l'époque et n'avait donc plus aucune qualité d'agir en son nom", estime-t-il. Revenant sur le congrès du 5 au 7 avril 2019 ayant conduit au changement de dénomination du parti et les textes juridiques y relatifs, notamment l'article 23 de la loi sur les partis politiques, l'orateur du jour soutient que le RHM n'a plus d'existence légale. " (...) Le RHM n'a plus aucune existence juridique. Il s'est mué en RPM avec ses structures et son patrimoine. De plus, le logo du RHM a été, en son temps, déposé auprès de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI), chargée d'assurer sa protection contre toute utilisation

frauduleuse".

Quant au député du 1er siège de la commune de Mouila, son élection au poste de secrétaire exécutif du RHM n'a pas échappé à l'attention d'Edgard Owono Ndong. " Serge Maurice Mabilia avait, du reste, été déjà identifié, depuis son élection, comme un élément fragile aux ambitions démesurées et égoïstes ayant perdu toute humilité et sagesse", a-t-il déclaré sans détours. Avant d'appeler à la sérénité: " (...) Le RPM tient en dépit des trahisons et des renoncements des éléments infiltrés dans ses rangs qui ne manqueront pas avec le temps de se dévoiler, à rassurer l'opinion publique sur sa détermination à poursuivre la lutte pour ses idéaux de justice, de liberté et de progrès".



Photo: YFI

Edgard Owono Ndong dénonçant le «Congrès de clarification».

Entre le marteau et l'enclume...

Y.FI
Libreville/Gabon

DANS l'actuelle guerre "fratricide" et larvée entre Michel Menga M'Essone et Hugues Alexandre Barro Chambrier, (Ndlr: tous deux fondateurs du RHM mué en RPM), les députés de cette écurie politique sont, pour ainsi dire, pris entre deux feux. D'un côté Michel Menga M'Essone fait suspendre l'épée de Damoclès sur leurs têtes, en les menaçant d'écrire au bureau de l'Assemblée nationale, pour les "récalcitrants" refusant de regagner la maison RHM.

De l'autre, le camp de Barro Chambrier invite, en revanche, "les représentants du peuple" à garder leur calme vu que le RHM n'a plus d'existence légale. Bref, la position des députés dans ce duel politico-juridique, en perspective, est loin d'être aisée. Des députés désormais face à un choix cornélien. Il ne fait l'ombre d'aucun doute que plusieurs interrogations doivent trotter en ce moment dans leurs têtes. Normal, il y va de leur avenir voire de leur survie politique. En attendant l'épilogue dudit duel, qu'advient-il de leur sort?

Un choix également guère aisé, non plus, pour l'Assemblée nationale.

Si les deux camps antagonistes venaient à écrire au président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi, de quel courrier devrait-il tenir compte? Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il règne

actuellement un flou artistique autour de la paternité du RHM. Reste désormais au Conseil national de la démocratie (CND) ou une autre instance judiciaire compétente à trancher cette question.

REJOIGNEZ L'AVENIR

Moov Africa
Gabon Telecom

GABON TELECOM C'EST MOOV AFRICA